



**COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE  
A LA SITUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES  
MARCHES PUBLICS A FIN DECEMBRE 2015**

## INTRODUCTION

Le collectif budgétaire 2015 a fait passer le niveau du budget de 5014,2 milliards à 5196 milliards de francs CFA. Les dépenses soumises aux procédures de passation des marchés s'élèvent à 2482,3 milliards, soit 48% du budget voté. Ces dépenses ont été exécutées dans un souci d'efficacité et de respect des délais.

La présente communication qui vise à informer le Gouvernement sur l'état d'exécution à fin décembre des lignes de crédits du budget 2015 éligibles aux procédures des marchés publics s'articule autour des points suivants :

- situation des opérations de passation des marchés publics à fin décembre 2015 ;
- situation des délais de passation des marchés publics à fin décembre 2015 ;
- mesures prises pour le renforcement du cadre réglementaire et l'amélioration de l'efficacité de la passation des marchés publics ;
- perspectives pour la gestion 2016.

## I. SITUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS À FIN DECEMBRE 2015

### 1.1. Lignes budgétaires soumises à marchés par type d'entité

Les lignes budgétaires soumises aux procédures de passation des marchés publics à fin décembre 2015 sont au nombre de 3926 pour une dotation de **2482,3 milliards** (cf. tableau 1) contre 3979 en nombre et 1907 milliards à la même période en 2014, soit une baisse de 1,3% en nombre et une hausse de **30,2%** en valeur.

En nombre, 40,2% des lignes concernent l'administration centrale, 15,5% les établissements publics nationaux, 9,5% les sociétés d'État et assimilées et 34,8% les collectivités territoriales.

En valeur, sur la dotation de 2482,3 milliards, 1902,1 milliards sont planifiés soit **76,6%** contre 72,1% en 2014, soit une augmentation de 4,5 points grâce aux actions entreprises par le Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat (MPMBPE), notamment le renforcement du suivi

Par type de structure, 1020,7 milliards, soit 41,1% de ces lignes concernent l'administration centrale, 209,4 milliards, soit 8,4% les établissements publics nationaux, 1146,1 milliards, soit 46,2% les sociétés d'État et assimilées, et 106,1 milliards représentant 4,3% les collectivités territoriales (cf. tableau 1).

**Tableau n°1** : Répartition des lignes soumises à marchés par type d'entité à fin décembre 2015

Type de structure	Lignes soumises à marché à fin décembre 2015				Lignes planifiées à fin décembre 2015			
	Nombre	%	Dotation (FCFA)	%	Nombre	%	Dotation (FCFA)	%
Administration centrale	1 580	40,2	1 020 707 016 435	41,1	1647	51,2	734 923 592 130	38,6
Etablissements Publics Nationaux	608	15,5	209 442 538 738	8,4	608	16,8	117 603 083 049	6,2
Collectivités territoriales	1 367	34,8	106 051 104 954	4,3	1108	30,6	65 963 501 865	3,5
Sociétés d'Etat	371	9,5	1 146 142 335 169	46,2	268	7,4	983 636 619 748	51,7
<b>TOTAL</b>	<b>3926</b>	<b>100</b>	<b>2 482 342 995 296</b>	<b>100</b>	<b>3631</b>	<b>100</b>	<b>1 902 126 796 792</b>	<b>100</b>

Source: DMP

## 1.2. Planification et mise en exécution des lignes à marchés

A fin 2015, sur les 3926 lignes soumises à marchés, 3631 opérations ont été planifiées dans le Système Intégré de Gestion des Marchés Publics (SIGMAP) pour un montant global de 1902,1 milliards. (cf. tableau 1). En ce qui concerne la passation des marchés, **2265** dossiers d'appel d'offres (DAO) ont été examinés par la Direction des Marchés Publics (DMP). Le nombre de DAO reçus est en augmentation de 14,4% par rapport à fin décembre 2014. (cf. tableau 2).

Sur les 2265 DAO reçus, 1821 ont fait l'objet de publication, soit un ratio de réalisation de 80,4% contre 83,3% à fin décembre 2014. La différence de 444 DAO représente les appels d'offres restreints programmés en 2015 (cf. tableau 2).

**Tableau n°2** : Répartition des lignes à marchés ayant fait l'objet de planification à fin décembre 2015

Année	Nombre					Avis d'appel d'offres publiés (AAO)				
	Lignes à marchés	Lignes		Opérations planifiées dans le SIGMAP	DAO reçus	Travaux	Fournitures	Prestations courantes	Services	TOTAL AAO publiés
		PGPM	PPM							
2015	3926	1406	1403	3631	2265	1032	499	200	90	1821
2014	3979	1634	1400	2869	1980	889	473	230	57	1649

Source: DMP

## 1.3. Marchés approuvés par mode de passation

La valeur totale des marchés approuvés à fin décembre 2015 s'élève à 1076,6 milliards dont 80,1 milliards de marchés lancés en 2014 et approuvés en 2015. Le montant des marchés lancés et approuvés effectivement en 2015 s'élève à **996,6 milliards** contre **985,4 milliards** en 2014 (cf. tableau 3), soit une hausse de 1,1%. Le ratio des marchés approuvés passés par les procédures concurrentielles en 2015 est de 61%. Le ratio des procédures non concurrentielles de 39% a augmenté de 8,9 points en 2015 par rapport à 2014.

**Tableau n°3** : Répartition des marchés approuvés par mode de passation à fin décembre 2015

MODE	Exercice budgétaire 2013				Exercice budgétaire 2014				Exercice budgétaire 2015			
	NB	%	MONTANT (FCFA)	%	NB	%	MONTANT (FCFA)	%	NB	%	MONTANT (FCFA)	%
Appels d'offres ouverts	1282	48,0	245 140 981 883	35,6	2216	58,7	602 220 188 109	61,1	2952	58,7	361 080 567 973	36,2
Appels d'offres restreints	199	7,5	55 217 759 251	8,0	333	8,8	86 858 464 921	8,8	504	10,0	246 569 122 454	24,8
<b>Sous total procédures concurrentielles</b>	<b>1481</b>	<b>55,4</b>	<b>300 358 741 134</b>	<b>43,7</b>	<b>2549</b>	<b>67,5</b>	<b>689 078 653 030</b>	<b>69,9</b>	<b>3456</b>	<b>68,7</b>	<b>607 649 690 427</b>	<b>61,0</b>
Marchés de gré à gré	285	10,7	294 229 180 542	42,8	213	5,6	227 064 760 782	23,0	385	7,7	264 332 866 701	26,5
Avenants	157	5,9	34 671 221 179	5,0	202	5,4	10 429 423 668	1,1	312	6,2	25 843 056 736	2,6
Conventions	85	3,2	31 334 195 415	4,6	80	2,1	31 512 607 778	3,2	127	2,5	52 720 030 366	5,3
Lettres de commande valant marché	663	24,8	27 097 565 648	3,9	732	19,4	27 267 065 441	2,8	748	14,9	45 995 418 003	4,6
<b>Sous total procédures non concurrentielles</b>	<b>1190</b>	<b>44,6</b>	<b>387 332 162 784</b>	<b>56,3</b>	<b>1227</b>	<b>32,5</b>	<b>296 273 857 669</b>	<b>30,1</b>	<b>1572</b>	<b>31,3</b>	<b>388 891 371 806</b>	<b>39,0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2671</b>	<b>100</b>	<b>687 690 903 918</b>	<b>100</b>	<b>3776</b>	<b>100</b>	<b>985 352 510 699</b>	<b>100</b>	<b>5028</b>	<b>100,0</b>	<b>996 541 062 233</b>	<b>100</b>

Source: DMP

A fin 2015, les marchés passés suivant les procédures concurrentielles représentent **61%** en valeur et 68,7% en nombre contre respectivement 69,9% et 67,5% en 2014. Les marchés passés par **appels d'offres ouverts** se chiffrent à 361 milliards et 2952 marchés, représentant **36,2%** et **58,7%**, respectivement, contre **61,1%** et **58,7%**, à fin décembre 2014. Le montant total des marchés passés par **appels d'offres restreints** s'élève à 246,6 milliards, (**24,8%**), contre **86,9** milliards (**8,8%**) à la même période en 2014.

Quant aux marchés passés par les procédures non concurrentielles, la valeur et le nombre s'élèvent respectivement à 338,9 milliards et 1572 marchés, soit, **39%** et **31,3%** des marchés approuvés.

Les **marchés de gré à gré** représentent en valeur **26,5%** du total des marchés approuvés contre **23%** à fin 2014 et **42,8%** à fin 2013. En nombre, ce pourcentage est de 7,7%. Cette situation s'explique notamment par les marchés passés sur financements extérieurs dans le cadre des conventions.

Les marchés de gré à gré ont concerné principalement des travaux d'urgence pour la construction ou la réhabilitation d'infrastructures routières et hydrauliques ainsi que la collecte d'ordures ménagères.

En ce qui concerne le **Programme Présidentiel d'Urgence (PPU)**, **285 marchés** ont été approuvés en 2015 pour un montant de **111,5** milliards, soit **11,2%** du montant total des marchés approuvés, contre 7,3% en 2014, pour une valeur de 72,3 milliards.

Les marchés passés par gré à gré représentent **18,6%** en nombre et **26,6%** en valeur (cf. tableau 4).

**Tableau n°4** : Répartition des marchés approuvés du PPU à fin décembre 2015

Modes de passation	Programme Présidentiel d'Urgence (PPU)			
	Nombre	%	Montant (FCFA)	%
Appels d'offres ouverts	112	39,3	7 224 207 629	6,5
Appels d'offres restreints	34	11,9	50 846 439 673	45,6
Marchés de gré à gré	53	18,6	29 723 157 555	26,6
Avenants	56	19,7	4 749 590 916	4,3
Conventions	10	3,5	8 089 200 152	7,2
Lettres de commande valant marchés	20	7,0	10 900 685 119	9,8
<b>TOTAL</b>	<b>285</b>	<b>100,0</b>	<b>111 533 281 044</b>	<b>100,0</b>

*Source: DMP*

Au titre de l'exécution du **Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)**, **208** marchés ont été approuvés pour un montant de **62,2** milliards en 2015, ce qui représente **6,2%** du montant total des marchés approuvés.

Comparativement à 2014 où 94,2 milliards de marchés ont été approuvés, le montant des marchés approuvés en 2015 de 62,2 milliards a connu une baisse de 34% due au fait que le premier C2D était en année d'achèvement avec une baisse corrélative d'activités.

Il faut noter que **85%** des marchés approuvés sont passés par appels d'offres (cf. tableau 5).

**Tableau n°5 : Répartition des marchés approuvés du C2D à fin décembre 2015**

Modes de passation	Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)			
	Nombre	%	Montant (FCFA)	%
Appels d'offres ouverts	162	77,9	51 586 327 441	82,9
Appels d'offres restreints	13	6,2	1 271 775 069	2,1
Marchés de gré à gré	5	2,4	772 334 442	1,2
Avenants	22	10,6	4 915 417 280	7,9
Conventions	6	2,9	3 660 164 848	5,9
<b>TOTAL</b>	<b>208</b>	<b>100,0</b>	<b>62 206 019 080</b>	<b>100,0</b>

Source: DMP

## II. SITUATION DES DELAIS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS À FIN DECEMBRE 2015

### 2.1. Mécanisme de suivi des délais

Le Comité de Suivi des Délais de Passation des Marchés et Exécution de la Dépense (COS-DPMED), a tenu régulièrement ses réunions bimensuelles pour l'analyse des délais de passation des marchés et des délais d'exécution des dépenses publiques.

De janvier à fin décembre 2015, au total **153** courriers de relance dont 20 courriers au quatrième trimestre ont été adressés aux institutions et ministères qui ont enregistré des dépassements de délais aux différentes étapes de la procédure contre **84** courriers en 2014 (cf. annexe 6). Cette augmentation du nombre de correspondances de relance s'explique par un renforcement du dispositif de suivi avec la mise en place d'un mécanisme d'alerte.

### 2.2. Situation des délais observés

A fin décembre 2015, vingt-trois (23) ministères et institutions sur trente-quatre (34), ont effectué des opérations de passation de marchés publics allant jusqu'à l'approbation des marchés (annexe 4). Les délais moyens observés à chaque étape de la procédure de passation des marchés publics, sont présentés dans le tableau ci-après.

**Tableau n°6 : Récapitulatif des délais de passation par étape à fin décembre 2015**

Étapes	Délais réglementaires (en jours)	Délais moyens fin décembre (en jours)	
		2014	2015
Traitement des dossiers d'appel d'offres (DAO)	11	15,5	15,8
Publication ou programmation des avis d'appel d'offres	30	26,1	24,2
Délai moyen entre l'ouverture des plis et l'approbation du marché	44	84,4	79,6
Notification de l'approbation des marchés	3	-	-
<b>Délai global moyen de passation de marchés</b>	<b>88</b>	<b>126</b>	<b>119,6</b>

Source: DMP

Le calcul des délais de passation est établi sur la base de 336 marchés dont les opérations de passation se sont déroulées entièrement au cours de l'exercice 2015. Les marchés issus de la gestion budgétaire 2014 et approuvés en 2015 n'ont pas été pris en compte.

À fin décembre 2015, le délai global moyen de passation de marchés est de **119,6 jours** contre **88** jours réglementairement prescrits, soit un dépassement de **31,6** jours. Le délai de passation le plus court est de **78,2** jours et le plus long est de **175,5** jours pour

l'ensemble des structures ayant déroulé toute la procédure. Toutefois l'on notera un gain de 6,4 jours en comparaison avec la situation de 2014 (cf. annexe 4).

Afin d'améliorer le délai de passation des marchés, le MPMBPE va :

- généraliser la mise en place des Cellules de passation dans tous les ministères ;
- maintenir le mécanisme de suivi des délais ;
- continuer la sensibilisation des autorités contractantes et la formations des acteurs ;
- démarrer la dématérialiser des marchés publics.

À l'analyse, la **phase de préparation des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO)**, notamment le délai de prise en compte des observations de la DMP connaît un dépassement de **10,4 jours** qui rallonge le délai moyen de traitement des DAO.

De **l'ouverture des plis à l'approbation des marchés**, il a été observé un délai de **79,6** jours contre **44** prescrits. Mais par rapport à la gestion 2014, l'on enregistre une progression de 4,8 jours (cf. annexe 4).

Les dépassements de délais les plus importants sont constatés au niveau de :

- la signature de l'attributaire du marché avec un dépassement de 13 jours ;
- la signature de l'autorité contractante et la numérotation du marché avec un dépassement de 26 jours.

En outre, le délai moyen de demande d'avis de non objection et celui des travaux de la Commission d'Ouverture des Plis et de Jugement des Offres (COJO) connaissent respectivement des dépassements de 8,7 et de 4,1 jours contre 3 et 8 jours prescrits (cf. annexe 4).

Le délai d'approbation des marchés est de 4,7 jours, en-deçà du délai réglementaire de 7 jours.

Au niveau de la publication et de la programmation des appels d'offres à fin 2015, **24,2** jours sont observés contre **26,1** jours à fin 2014, le délai réglementaire moyen étant de **30** jours (cf. annexe 4).

Toutefois, il convient de noter que 225 marchés issus de la gestion 2014 ont été approuvés en 2015. Ces marchés ont connu des délais moyens anormalement élevés allant jusqu'à 380 jours (annexe 4). Pour ces marchés, les ministères concernés ont été relancés par des courriers. Les principales raisons évoquées portent sur la non maîtrise des procédures et la complexité de certaines opérations au stade de l'évaluation des offres et l'insuffisance ou la non disponibilité des crédits à l'étape de l'approbation des marchés.

### **III. MESURES PRISES POUR LE RENFORCEMENT DU CADRE REGLEMENTAIRE ET L'AMELIORATION DE L'EFFICACITE DES MARCHES PUBLICS**

#### **3.1. Renforcement du cadre réglementaire**

Le cadre réglementaire de passation des marchés publics a connu une évolution significative à plusieurs niveaux :

- la modification du Code des marchés publics en vue de renforcer la participation des Petites et Moyennes Entreprises (PME) aux marchés publics. Celle-ci a été matérialisée par l'adoption du décret n°2015-525 du 15 juillet 2015 modifiant le décret n°2009-259 du 06 août 2009 portant Code des marchés publics, tel que modifié par le décret n°2014-306 du 27 mai 2014. En effet, les seuils de passation, de validation et

d'approbation des marchés publics ont été relevés ; un quota de marchés est réservé aux PME ; les conditions d'exigence et de délais de validité des pièces administratives ont été aménagées ; une marge de préférence pour la sous-traitance locale a été introduite et les taux du cautionnement provisoire ont été réduits. En application de ce décret modificatif, des arrêtés ont été pris par le Ministre auprès du Premier Ministre chargé du Budget pour l'opérationnalisation des procédures concurrentielles simplifiées ;

- au niveau des projets cofinancés, il convient de noter l'adoption du décret n°2015-475 du 1er juillet 2015 portant procédures et modalités de gestion des projets et programmes financés par les Partenaires Techniques et Financiers, en remplacement de l'instruction n° 192/MEF/CAB/DGBF/DAS-SDSD du 22 septembre 2008 relative aux procédures et modalités d'exécution des projets d'investissement cofinancés par la Banque mondiale.

Ce nouveau texte présente des innovations majeures au niveau de sa nature juridique, du champ de son application, de la procédure d'exécution des dépenses des projets cofinancés et des procédures de passation des marchés publics.

- L'opérationnalisation des Cellules de passation des marchés est effective pour cinq (5) ministères pilotes. Les responsables desdites cellules ont été nommés par arrêté n°275/MPMB/DGBF/DMP du 22 avril 2015. Dans le cadre de l'opérationnalisation des Cellules, le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget a, par courrier en date du 08 juin 2015, invité les ministères concernés à prendre des dispositions nécessaires en vue de permettre aux Responsables des Cellules de passation des marchés publics d'accomplir leurs missions ;
- le cadre organique de la DMP a été renforcé par la prise de l'arrêté n°465/MPMB/DGBF/DMP du 23 juin 2015 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Direction des Marchés Publics (DMP) avec la création d'une sous-direction chargée du suivi et de l'évaluation des marchés publics et la transformation de la Cellule de Coordination des Opérations sur Financements Extérieurs en Sous-direction des Opérations sur Financements Extérieurs. En outre, la Cellule de Gestion des Opérations du Contrat de Désendettement Développement (C2D) a été intégrée dans le cadre organique de la Direction Générale du Budget et des Finances.

### **3.2. Vulgarisation des outils de gestion**

Des outils de gestion sont mis en place et diffusés sur le site internet de la DMP (<http://www.marchespublics.ci>) pour une bonne maîtrise des opérations de passation des marchés. Il s'agit des outils ci-après :

- les dossiers d'appel d'offres allégés relatifs à la commande de carburant, de fournitures courantes et de travaux non complexes et les DAO simplifiés applicables aux nouvelles procédures ;
- les documents techniques nécessaires à la gestion des procédures concurrentielles simplifiées ;
- les modèles de formulaires (procès-verbal d'examen de DAO, avis d'appel d'offres, PV d'ouverture, synthèse de rapport d'analyse, contrat-type,...) ;
- les trois (3) premiers fascicules du guide de procédures relatif à l'appel d'offres ouvert, l'appel d'offres restreint et au marché de gré à gré ;
- le module I « fournitures-équipements » de la Banque de Données des Prix de Référence (BDPR) à mettre en exploitation ;
- le manuel de procédures des marchés publics ;

- la mise à disposition des entreprises des dossiers de catégorisation des entreprises (volet bâtiment) mis en ligne.

### **3.3. Renforcement des capacités**

En 2015, vingt-sept (27) séances de sensibilisation et de formation à l'endroit des acteurs publics et privés du système de passation des marchés publics ont été organisées. Ces formations ont concerné divers thèmes et enregistré au total **603** participants.

La DMP a contribué à la tenue de quatre (4) séminaires organisés respectivement par l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP), le Réseau des Spécialistes en Passation des Marchés de Côte d'Ivoire (RSPM-CI) et le Programme Pays du Renforcement des Capacités (PPRC).

En ce qui concerne la formation des Cadres et agents de la DMP, quatorze (14) sessions ont été organisées. Chaque session de formation a enregistré la participation de 31 agents, en moyenne (cf. annexe 5).

### **3.4. Sanctions**

Les sanctions sont encadrées par deux textes que sont l'arrêté n° 202/MEF/DGBF/DMP du 21/04/2010 portant conditions et modalités de résiliation des marchés publics et l'arrêté n°118/MPMB du 26/03/2014 portant modalités d'application des sanctions des violations de la réglementation des marchés publics.

En application de ces textes, 27 entreprises ont été exclues des marchés publics pour une durée de deux (2) ans à fin décembre 2015 dont 17 titulaires suite à la résiliation pour fautes et 10 soumissionnaires suite à des inexactitudes délibérées ou de pratiques frauduleuses (cf. annexe 7).

## **IV. PERSPECTIVES POUR LA GESTION 2016**

Pour l'année 2016, il est envisagé des actions allant dans le sens de l'amélioration continue du système de passation des marchés publics. Ces actions concernent notamment :

- la vulgarisation des nouveaux textes pris pour la passation des marchés ;
- la mise en œuvre effective du dispositif opérationnel instituant les procédures simplifiées ;
- la poursuite de la mise en place et de l'opérationnalisation des Cellules de passation ;
- la mise en œuvre du processus de dématérialisation des procédures ;
- la poursuite de la vulgarisation des outils de gestion auprès des autorités contractantes ;
- l'évaluation du dispositif pour l'accès des PME aux marchés publics ;
- la poursuite de la formation et le renforcement des capacités des acteurs des marchés publics sur les procédures simplifiées ;
- l'appui à l'élaboration suivie de la publication et l'exploitation des Plans de Passation des Marchés publics (PPM) pour la gestion 2016, afin de planifier les opérations ;



- la préparation du processus de passage au système pays pour les financements de la Banque Africaine de Développement (BAD).

## **CONCLUSION**

Le recours aux appels d'offres s'est affirmé comme le moyen privilégié dans les procédures de passation de marché.

Le recours aux marchés de gré à gré reste strictement encadré et réglementé, justifié par la spécificité de la commande publique ou par une urgence avérée.

Le délai global moyen de passation de marchés à fin décembre 2015 est passé à 119,6 jours contre 126 jours à fin décembre 2014.

Le dispositif de passation des marchés mis en place en vue d'améliorer l'accès d'un plus grand nombre de Petites et Moyennes Entreprises (PME) aux marchés publics rentrera dans sa phase active.

Les actions de renforcement des capacités des acteurs seront poursuivies au cours de l'année 2016.

Telle est l'économie de la présente communication relative à la situation des opérations de passation des marchés publics à fin décembre 2015, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,  
CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

**Abdourahmane CISSE**

## LISTE DES ANNEXES

**Annexe 1** : Synthèse des marchés approuvés par mode de passation, par institution et ministère

**Annexe 2** : Synthèse des marchés approuvés par type de marchés, par institution et ministère

**Annexe 3** : Répartition des structures ayant recouru aux marchés de gré à gré

**Annexe 4** : Point des délais de passation de marchés intégrant uniquement les marchés initiés et approuvés en 2015

**Annexe 5** : Situation sur les activités de formation et de renforcement des capacités

**Annexe 6** : Point des courriers de relance

**Annexe 7** : Liste des entreprises exclues en 2015

## LISTE DES ANNEXES

**Annexe 1** : Synthèse des marchés approuvés par mode de passation, par institution et ministère

**Annexe 2** : Synthèse des marchés approuvés par type de marchés, par institution et ministère

**Annexe 3** : Répartition des structures ayant recouru aux marchés de gré à gré

**Annexe 4** : Point des délais de passation de marchés intégrant uniquement les marchés initiés et approuvés en 2015

**Annexe 5** : Situation sur les activités de formation et de renforcement des capacités

**Annexe 6** : Point des courriers de relance

**Annexe 7** : Liste des entreprises exclues en 2015



# Annexe 1

SIGMAP

## MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Gestion : 2015

Du : 01/01/2015

Au : 31/12/2015

INSTITUTION / MINISTERE	TOTAL		A00		AOR		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	382	7,6%	144	4,9%	71	14,1%	39	10,1%	13	1,7%	26	20,5%	89	28,5%
	329 314 788 277	33,0%	80 628 215 506	22,3%	70 420 170 547	28,6%	142 414 636 650	53,9%	1 477 201 985	3,2%	17 503 020 824	33,2%	16 871 542 765	65,3%
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	440	8,8%	292	9,9%	59	11,7%	11	2,9%	55	7,4%	10	7,9%	13	4,2%
	75 889 691 203	7,6%	20 656 011 655	5,7%	11 814 147 032	4,8%	29 054 696 670	11,0%	11 075 657 474	24,1%	2 860 481 733	5,4%	428 696 639	1,7%
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	301	6,0%	123	4,2%	30	6,0%	46	11,9%	41	5,5%	6	4,7%	55	17,6%
	74 689 093 777	7,5%	9 089 160 843	2,5%	24 451 074 563	9,9%	21 053 604 395	8,0%	12 217 836 365	26,6%	3 487 254 782	6,6%	4 390 162 829	17,0%
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	136	2,7%	49	1,7%	15	3,0%	46	11,9%	19	2,5%	3	2,4%	4	1,3%
	44 742 296 826	4,5%	18 384 843 737	5,1%	6 624 343 488	2,7%	18 173 747 742	6,9%	273 284 910	0,6%	1 127 309 699	2,1%	158 767 250	0,6%
MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ÉNERGIE	117	2,3%	44	1,5%	57	11,3%	5	1,3%	6	0,8%	0	0,0%	5	1,6%
	95 826 857 706	9,6%	33 830 984 353	9,4%	47 616 588 882	19,3%	14 178 905 615	5,4%	98 945 000	0,2%	0	0,0%	101 433 856	0,4%
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	190	3,8%	44	1,5%	15	3,0%	82	21,3%	10	1,3%	11	8,7%	28	9,0%
	24 420 474 316	2,5%	6 038 322 234	1,7%	1 699 960 975	0,7%	10 369 852 483	3,9%	215 306 199	0,5%	6 083 338 224	11,5%	13 694 201	0,1%
MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	160	3,2%	78	2,6%	9	1,8%	22	5,7%	17	2,3%	6	4,7%	28	9,0%
	41 446 080 193	4,2%	5 912 465 366	1,6%	22 041 221 174	8,9%	9 272 739 593	3,5%	306 349 999	0,7%	1 438 321 093	2,7%	2 474 982 968	9,6%
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DU BUDGET	126	2,5%	41	1,4%	33	6,5%	18	4,7%	21	2,8%	10	7,9%	3	1,0%
	24 641 395 188	2,5%	2 776 679 314	0,8%	7 687 062 582	3,1%	6 582 495 397	2,5%	3 569 319 636	7,8%	4 025 838 259	7,6%	0	0,0%
MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	1 619	32,2%	1 256	42,5%	110	21,8%	26	6,8%	206	27,5%	4	3,1%	17	5,4%
	66 175 626 571	6,6%	46 021 191 596	12,7%	10 301 499 422	4,2%	2 765 089 977	1,0%	6 615 625 934	14,4%	227 480 952	0,4%	244 738 690	0,9%



# Annexe 1

SIGMAP

## MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR INSTITUTION ET MINISTERE

INSTITUTION / MINISTERE	TOTAL		A00		A0R		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	156	3,1%	112	3,8%	9	1,8%	11	2,9%	7	0,9%	1	0,8%	16	5,1%
	36 470 476 683	3,7%	32 251 987 930	8,9%	1 548 613 628	0,6%	2 448 478 660	0,9%	189 000 000	0,4%	46 104 478	0,1%	-13 708 013	-0,1%
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	221	4,4%	180	6,1%	3	0,6%	3	0,8%	22	2,9%	5	3,9%	8	2,6%
	30 203 007 489	3,0%	24 614 052 047	6,8%	597 000 000	0,2%	2 322 767 375	0,9%	1 234 993 949	2,7%	1 229 259 941	2,3%	204 934 177	0,8%
COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	27	0,5%	11	0,4%	5	1,0%	3	0,8%	8	1,1%	0	0,0%	0	0,0%
	26 796 886 334	2,7%	1 212 175 771	0,3%	22 782 703 703	9,2%	1 879 544 309	0,7%	922 462 551	2,0%	0	0,0%	0	0,0%
PREMIER MINISTRE, MINISTÈRE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU BUDGET	88	1,8%	42	1,4%	5	1,0%	9	2,3%	20	2,7%	8	6,3%	4	1,3%
	18 276 155 437	1,8%	12 243 649 182	3,4%	1 175 119 910	0,5%	1 097 627 717	0,4%	523 013 398	1,1%	3 173 325 548	6,0%	63 419 682	0,2%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	43	0,9%	0	0,0%	0	0,0%	34	8,8%	6	0,8%	2	1,6%	1	0,3%
	1 503 686 160	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	493 333 310	0,2%	119 837 960	0,3%	409 582 000	0,8%	480 932 890	1,9%
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	60	1,2%	19	0,6%	2	0,4%	2	0,5%	33	4,4%	3	2,4%	1	0,3%
	2 193 401 269	0,2%	1 107 912 577	0,3%	48 000 000	0,0%	423 271 877	0,2%	219 649 976	0,5%	381 805 500	0,7%	12 761 339	0,0%
MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	82	1,6%	75	2,5%	0	0,0%	1	0,3%	3	0,4%	3	2,4%	0	0,0%
	5 518 446 290	0,6%	1 322 510 594	0,4%	0	0,0%	392 431 737	0,1%	785 379 959	1,7%	3 018 124 000	5,7%	0	0,0%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	76	1,5%	27	0,9%	8	1,6%	2	0,5%	24	3,2%	2	1,6%	13	4,2%
	5 298 889 538	0,5%	1 788 607 559	0,5%	2 348 223 889	1,0%	332 748 512	0,1%	442 175 379	1,0%	272 802 595	0,5%	114 331 604	0,4%
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE	81	1,6%	48	1,6%	20	4,0%	3	0,8%	9	1,2%	1	0,8%	0	0,0%
	16 851 972 275	1,7%	5 429 485 782	1,5%	11 013 387 433	4,5%	179 051 596	0,1%	209 226 984	0,5%	20 820 480	0,0%	0	0,0%



# Annexe 1

SIGMAP

## MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR INSTITUTION ET MINISTERE

INSTITUTION / MINISTERE	TOTAL		A00		A0R		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DES SPORTS ET LOISIRS	79	1,6%	50	1,7%	2	0,4%	7	1,8%	8	1,1%	1	0,8%	11	3,5%
	2 890 798 778	0,3%	1 923 786 061	0,5%	330 090 188	0,1%	175 077 639	0,1%	191 799 997	0,4%	111 676 409	0,2%	158 368 484	0,6%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	48	1,0%	27	0,9%	2	0,4%	1	0,3%	16	2,1%	2	1,6%	0	0,0%
	3 970 647 821	0,4%	1 286 306 002	0,4%	285 057 030	0,1%	135 228 000	0,1%	349 649 920	0,8%	1 914 406 869	3,6%	0	0,0%
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	43	0,9%	33	1,1%	0	0,0%	1	0,3%	5	0,7%	2	1,6%	2	0,6%
	6 847 987 129	0,7%	5 648 487 986	1,6%	0	0,0%	124 059 116	0,0%	94 672 500	0,2%	720 125 600	1,4%	260 641 927	1,0%
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE	43	0,9%	9	0,3%	0	0,0%	2	0,5%	28	3,7%	2	1,6%	2	0,6%
	1 724 515 249	0,2%	822 073 987	0,2%	0	0,0%	105 979 408	0,0%	147 744 000	0,3%	926 647 952	1,8%	-277 930 098	-1,1%
COUR DES COMPTES	2	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,3%	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%
	158 793 356	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	99 793 356	0,0%	59 000 000	0,1%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	156	3,1%	108	3,7%	13	2,6%	6	1,6%	24	3,2%	2	1,6%	3	1,0%
	17 745 351 314	1,8%	15 585 084 564	4,3%	1 005 299 255	0,4%	94 976 894	0,0%	701 537 017	1,5%	290 989 000	0,6%	67 464 584	0,3%
MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	33	0,7%	21	0,7%	5	1,0%	1	0,3%	5	0,7%	1	0,8%	0	0,0%
	1 968 439 576	0,2%	940 096 869	0,3%	615 380 724	0,2%	80 981 983	0,0%	286 980 000	0,6%	45 000 000	0,1%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	29	0,6%	10	0,3%	0	0,0%	1	0,3%	14	1,9%	4	3,1%	0	0,0%
	3 038 048 554	0,3%	2 317 524 632	0,6%	0	0,0%	56 069 227	0,0%	282 467 999	0,6%	381 986 696	0,7%	0	0,0%
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHARGÉ DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES	54	1,1%	44	1,5%	2	0,4%	1	0,3%	3	0,4%	0	0,0%	4	1,3%
	1 192 074 674	0,1%	936 975 149	0,3%	158 000 000	0,1%	13 999 524	0,0%	83 100 001	0,2%	0	0,0%	0	0,0%



# Annexe 1

SIGMAP

## MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR INSTITUTION ET MINISTÈRE

INSTITUTION / MINISTÈRE	TOTAL		A00		A0R		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DU TOURISME	33	0,7%	11	0,4%	1	0,2%	1	0,3%	17	2,3%	2	1,6%	1	0,3%
	1 244 733 515	0,1%	343 187 474	0,1%	95 000 000	0,0%	11 677 939	0,0%	370 396 542	0,8%	411 996 600	0,8%	12 474 960	0,0%
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	37	0,7%	16	0,5%	4	0,8%	0	0,0%	13	1,7%	3	2,4%	1	0,3%
	5 968 327 355	0,6%	3 694 812 037	1,0%	224 629 000	0,1%	0	0,0%	323 099 340	0,7%	1 725 786 978	3,3%	0	0,0%
MINISTÈRE DES TRANSPORTS	39	0,8%	12	0,4%	9	1,8%	0	0,0%	15	2,0%	1	0,8%	2	0,6%
	24 335 514 336	2,4%	22 719 270 307	6,3%	824 942 329	0,3%	0	0,0%	583 163 698	1,3%	132 792 000	0,3%	75 346 002	0,3%
MINISTÈRE DU COMMERCE	27	0,5%	5	0,2%	8	1,6%	0	0,0%	12	1,6%	2	1,6%	0	0,0%
	1 089 245 693	0,1%	295 384 761	0,1%	245 000 000	0,1%	0	0,0%	227 827 763	0,5%	321 033 169	0,6%	0	0,0%
MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	34	0,7%	8	0,3%	1	0,2%	0	0,0%	25	3,3%	0	0,0%	0	0,0%
	968 952 818	0,1%	454 475 595	0,1%	116 306 700	0,0%	0	0,0%	398 170 523	0,9%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE CHARGÉ DE L'INTÉGRATION AFRICAIN	7	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	5	0,7%	2	1,6%	0	0,0%
	397 590 124	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	214 121 139	0,5%	183 468 985	0,3%	0	0,0%
MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	22	0,4%	12	0,4%	0	0,0%	0	0,0%	8	1,1%	1	0,8%	1	0,3%
	1 107 684 122	0,1%	762 965 353	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	225 468 769	0,5%	119 250 000	0,2%	0	0,0%
MEDIATURE	6	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	6	0,8%	0	0,0%	0	0,0%
	303 106 137	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	303 106 137	0,7%	0	0,0%	0	0,0%
COUR SUPREME	10	0,2%	0	0,0%	2	0,4%	0	0,0%	8	1,1%	0	0,0%	0	0,0%
	429 415 000	0,0%	0	0,0%	164 000 000	0,1%	0	0,0%	265 415 000	0,6%	0	0,0%	0	0,0%
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	10	0,2%	0	0,0%	1	0,2%	0	0,0%	9	1,2%	0	0,0%	0	0,0%
	298 000 000	0,0%	0	0,0%	96 300 000	0,0%	0	0,0%	201 700 000	0,4%	0	0,0%	0	0,0%
MINISTÈRE DE L'ENTREPRENEURIAT NATIONAL, DE LA PROMOTION DES PME ET DE L'ARTISANAT	2	0,0%	1	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,8%	0	0,0%
	171 881 150	0,0%	41 881 150	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	130 000 000	0,2%	0	0,0%
PARQUET GENERAL	5	0,1%	0	0,0%	2	0,4%	0	0,0%	3	0,4%	0	0,0%	0	0,0%
	191 330 000	0,0%	0	0,0%	90 000 000	0,0%	0	0,0%	101 330 000	0,2%	0	0,0%	0	0,0%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

# Annexe 1

SIGMAP

## MARCHES PAR MODE DE PASSATION PAR INSTITUTION ET MINISTERE

INSTITUTION / MINISTERE	TOTAL		AOR		AOR		GAG		LCVM		CONV		AVE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	3	0,1%	0	0,0%	1	0,2%	0	0,0%	2	0,3%	0	0,0%	0	0,0%
	225 900 000	0,0%	0	0,0%	150 000 000	0,1%	0	0,0%	75 900 000	0,2%	0	0,0%	0	0,0%
GRANDE CHANCELLERIE	1	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,1%	0	0,0%	0	0,0%
	13 500 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	13 500 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TOTAL	5 028	100,0%	2 952	58,7%	504	10,0%	385	7,7%	748	14,9%	127	2,5%	312	6,2%
	996 541 062 233	100,0%	361 080 567 973	36,2%	246 569 122 454	24,7%	264 332 866 701	26,5%	45 995 418 003	4,6%	52 720 030 366	5,3%	25 843 056 736	2,6%





Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

## Annexe 2

SIGMAP

### REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR INSTITUTION ET MINISTÈRE

Gestion : 2015

Du : 01/01/2015

Au : 31/12/2015

INSTITUTION / MINISTÈRE	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	382	7,6%	261	12,2%	10	0,9%	98	10,1%	13	1,7%
	329 314 788 277	33,0%	298 316 390 427	47,7%	2 136 049 798	1,6%	27 385 146 067	14,1%	1 477 201 985	3,2%
MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ENERGIE	117	2,3%	92	4,3%	7	0,6%	12	1,2%	6	0,8%
	95 826 857 706	9,6%	93 150 584 221	14,9%	377 388 427	0,3%	2 199 940 058	1,1%	98 945 000	0,2%
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	440	8,8%	67	3,1%	228	19,6%	90	9,3%	55	7,4%
	75 889 691 203	7,6%	27 253 026 634	4,4%	30 779 921 748	23,5%	6 781 085 347	3,5%	11 075 657 474	24,1%
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	301	6,0%	223	10,4%	26	2,2%	11	1,1%	41	5,5%
	74 689 093 777	7,5%	50 195 308 308	8,0%	8 145 303 012	6,2%	4 130 646 092	2,1%	12 217 836 365	26,6%
MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	1 619	32,2%	1 039	48,4%	304	26,2%	70	7,2%	206	27,5%
	66 175 626 571	6,6%	38 920 867 268	6,2%	17 586 974 187	13,4%	3 052 159 182	1,6%	6 615 625 934	14,4%
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	136	2,7%	6	0,3%	20	1,7%	91	9,4%	19	2,5%
	44 742 296 826	4,5%	445 177 443	0,1%	991 471 674	0,8%	43 032 362 799	22,2%	273 284 910	0,6%
MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	160	3,2%	76	3,5%	5	0,4%	62	6,4%	17	2,3%
	41 446 080 193	4,2%	35 202 386 347	5,6%	131 447 690	0,1%	5 805 896 157	3,0%	306 349 999	0,7%
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	156	3,1%	53	2,5%	67	5,8%	29	3,0%	7	0,9%
	36 470 476 683	3,7%	9 804 418 084	1,6%	19 185 996 380	14,6%	7 291 062 219	3,8%	189 000 000	0,4%
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	221	4,4%	88	4,1%	71	6,1%	40	4,1%	22	2,9%
	30 203 007 489	3,0%	13 636 724 442	2,2%	9 004 014 925	6,9%	6 327 274 173	3,3%	1 234 993 949	2,7%
COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	27	0,5%	0	0,0%	18	1,5%	1	0,1%	8	1,1%
	26 796 886 334	2,7%	0	0,0%	4 730 828 297	3,6%	21 143 595 486	10,9%	922 462 551	2,0%
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET	126	2,5%	7	0,3%	37	3,2%	61	6,3%	21	2,8%
	24 641 395 188	2,5%	1 786 141 097	0,3%	6 784 263 898	5,2%	12 501 670 557	6,4%	3 569 319 636	7,8%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

## Annexe 2

SI GMAP

### REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR INSTITUTION ET MINISTÈRE

INSTITUTION / MINISTÈRE	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	190	3,8%	7	0,3%	26	2,2%	147	15,1%	10	1,3%
	24 420 474 316	2,5%	1 760 658 375	0,3%	998 894 757	0,8%	21 445 614 985	11,1%	215 306 199	0,5%
MINISTÈRE DES TRANSPORTS	39	0,8%	9	0,4%	9	0,8%	6	0,6%	15	2,0%
	24 335 514 336	2,4%	22 791 033 000	3,6%	328 307 246	0,3%	633 010 392	0,3%	583 163 698	1,3%
PREMIER MINISTRE, MINISTÈRE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU BUDGET	88	1,8%	21	1,0%	22	1,9%	25	2,6%	20	2,7%
	18 276 155 437	1,8%	10 548 043 300	1,7%	1 224 270 520	0,9%	5 980 828 219	3,1%	523 013 398	1,1%
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	156	3,1%	12	0,6%	77	6,6%	43	4,4%	24	3,2%
	17 745 351 314	1,8%	6 204 964 775	1,0%	4 763 353 478	3,6%	6 075 496 044	3,1%	701 537 017	1,5%
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHARGE DE LA DÉFENSE	81	1,6%	5	0,2%	66	5,7%	1	0,1%	9	1,2%
	16 851 972 275	1,7%	3 008 320 204	0,5%	13 613 604 607	10,4%	20 820 480	0,0%	209 226 984	0,5%
MINISTÈRE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	43	0,9%	25	1,2%	6	0,5%	7	0,7%	5	0,7%
	6 847 987 129	0,7%	1 788 214 500	0,3%	477 054 484	0,4%	4 488 045 645	2,3%	94 672 500	0,2%
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	37	0,7%	5	0,2%	8	0,7%	11	1,1%	13	1,7%
	5 968 327 355	0,6%	2 409 966 578	0,4%	614 863 277	0,5%	2 620 398 160	1,4%	323 099 340	0,7%
MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES	82	1,6%	11	0,5%	64	5,5%	4	0,4%	3	0,4%
	5 518 446 290	0,6%	762 383 566	0,1%	868 576 985	0,7%	3 102 105 780	1,6%	785 379 959	1,7%
MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	76	1,5%	13	0,6%	30	2,6%	9	0,9%	24	3,2%
	5 298 889 538	0,5%	956 161 900	0,2%	2 664 525 557	2,0%	1 236 026 702	0,6%	442 175 379	1,0%
MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	48	1,0%	17	0,8%	8	0,7%	7	0,7%	16	2,1%
	3 970 647 821	0,4%	711 251 342	0,1%	495 062 967	0,4%	2 414 683 592	1,2%	349 649 920	0,8%
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	29	0,6%	4	0,2%	5	0,4%	6	0,6%	14	1,9%
	3 038 048 554	0,3%	259 570 133	0,0%	1 961 985 426	1,5%	534 024 996	0,3%	282 467 999	0,6%
MINISTÈRE DES SPORTS ET LOISIRS	79	1,6%	20	0,9%	2	0,2%	49	5,0%	8	1,1%
	2 890 798 778	0,3%	1 366 113 821	0,2%	86 968 192	0,1%	1 245 916 768	0,6%	191 799 997	0,4%
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	60	1,2%	14	0,7%	5	0,4%	8	0,8%	33	4,4%
	2 193 401 269	0,2%	1 323 959 979	0,2%	232 976 630	0,2%	416 814 684	0,2%	219 649 976	0,5%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

## Annexe 2

SIGMAP

### REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR INSTITUTION ET MINISTERE

INSTITUTION / MINISTERE	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	33	0,7%	3	0,1%	10	0,9%	15	1,5%	5	0,7%
	1 968 439 576	0,2%	88 032 343	0,0%	855 848 469	0,7%	737 578 764	0,4%	286 980 000	0,6%
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE	43	0,9%	12	0,6%	1	0,1%	2	0,2%	28	3,7%
	1 724 515 249	0,2%	349 425 861	0,1%	300 697 436	0,2%	926 647 952	0,5%	147 744 000	0,3%
MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	43	0,9%	35	1,6%	0	0,0%	2	0,2%	6	0,8%
	1 503 686 160	0,2%	974 266 200	0,2%	0	0,0%	409 582 000	0,2%	119 837 960	0,3%
MINISTÈRE DU TOURISME	33	0,7%	1	0,0%	1	0,1%	14	1,4%	17	2,3%
	1 244 733 515	0,1%	131 999 228	0,0%	95 000 000	0,1%	647 337 745	0,3%	370 396 542	0,8%
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHARGÉ DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES	54	1,1%	0	0,0%	9	0,8%	42	4,3%	3	0,4%
	1 192 074 674	0,1%	0	0,0%	522 187 280	0,4%	586 787 393	0,3%	83 100 001	0,2%
MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	22	0,4%	11	0,5%	2	0,2%	1	0,1%	8	1,1%
	1 107 684 122	0,1%	635 361 628	0,1%	127 603 725	0,1%	119 250 000	0,1%	225 468 769	0,5%
MINISTÈRE DU COMMERCE	27	0,5%	2	0,1%	10	0,9%	3	0,3%	12	1,6%
	1 089 245 693	0,1%	186 481 971	0,0%	276 904 250	0,2%	398 031 709	0,2%	227 827 763	0,5%
MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	34	0,7%	7	0,3%	2	0,2%	0	0,0%	25	3,3%
	968 952 818	0,1%	282 607 717	0,0%	288 174 578	0,2%	0	0,0%	398 170 523	0,9%
COUR SUPREME	10	0,2%	0	0,0%	2	0,2%	0	0,0%	8	1,1%
	429 415 000	0,0%	0	0,0%	164 000 000	0,1%	0	0,0%	265 415 000	0,6%
MINISTÈRE CHARGÉ DE L'INTÉGRATION AFRICAINE	7	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	2	0,2%	5	0,7%
	397 590 124	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	183 468 985	0,1%	214 121 139	0,5%
MEDIATURE	6	0,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	6	0,8%
	303 106 137	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	303 106 137	0,7%
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	10	0,2%	0	0,0%	1	0,1%	0	0,0%	9	1,2%
	298 000 000	0,0%	0	0,0%	96 300 000	0,1%	0	0,0%	201 700 000	0,4%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	3	0,1%	0	0,0%	1	0,1%	0	0,0%	2	0,3%
	225 900 000	0,0%	0	0,0%	150 000 000	0,1%	0	0,0%	75 900 000	0,2%



Direction des Marchés Publics

Union-Discipline-Travail

## Annexe 2

SIGMAP

### REPARTITION PAR TYPES MARCHES PAR INSTITUTION ET MINISTERE

INSTITUTION / MINISTERE	TOTAL		TRAVAUX		FOURNITURES		PRESTATIONS		LCVM	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
PARQUET GENERAL	5	0,1%	0	0,0%	2	0,2%	0	0,0%	3	0,4%
	191 330 000	0,0%	0	0,0%	90 000 000	0,1%	0	0,0%	101 330 000	0,2%
MINISTÈRE DE L'ENTREPRENEURIAT NATIONAL, DE LA PROMOTION DES PME ET DE L'ARTISANAT	2	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	0,2%	0	0,0%
	171 881 150	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	171 881 150	0,1%	0	0,0%
COUR DES COMPTES	2	0,0%	1	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,1%
	158 793 356	0,0%	99 793 356	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	59 000 000	0,1%
GRANDE CHANCELLERIE	1	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,1%
	13 500 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	13 500 000	0,0%
TOTAL	5 028	100,0%	2 147	42,7%	1 162	23,1%	971	19,3%	748	14,9%
	996 541 062 233	100,0%	625 349 634 048	62,8%	131 150 819 900	13,2%	194 045 190 282	19,5%	45 995 418 003	4,6%

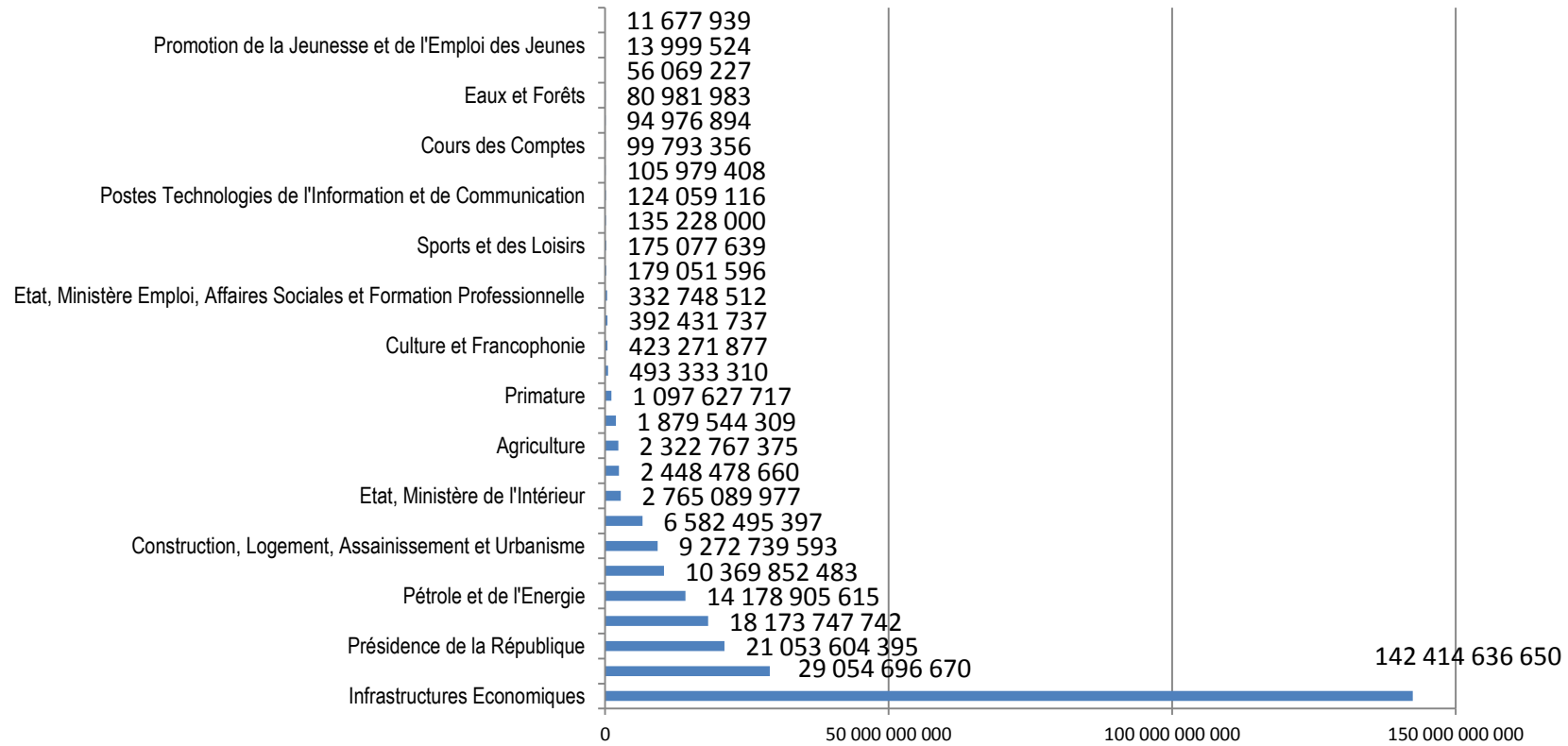
**Annexe 3** : Répartition des marchés de gré à gré par institution et ministère (en valeur)

**CLASSEMENT DES MINISTÈRES RECOURANT AU MARCHÉ DE GRÉ À GRÉ**

INSTITUTION ET MINISTÈRES	Montant
Infrastructures Economiques	142 414 636 650
Santé et Lutte contre le SIDA	29 054 696 670
Présidence de la République	21 053 604 395
Environnement, Salubrité Urbaine et Développement Durable	18 173 747 742
Pétrole et de l'Energie	14 178 905 615
Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	10 369 852 483
Construction, Logement, Assainissement et Urbanisme	9 272 739 593
Ministre chargé du Budget	6 582 495 397
Etat, Ministère de l'Intérieur	2 765 089 977
Education Nationale et Enseignement Technique	2 448 478 660
Agriculture	2 322 767 375
Commission Electorale Indépendante	1 879 544 309
Primature	1 097 627 717
Etat, Ministère des Affaires Etrangères	493 333 310
Culture et Francophonie	423 271 877
Justice, Droits de l'Homme et Libertés Publiques	392 431 737
Etat, Ministère Emploi, Affaires Sociales et Formation Professionnelle	332 748 512
Président de la République, chargé de la Défense	179 051 596
Sports et des Loisirs	175 077 639
Etat, Ministère du Plan et du Développement	135 228 000
Postes Technologies de l'Information et de Communication	124 059 116
Fonction Publique Réforme Administrative	105 979 408
Cours des Comptes	99 793 356
Enseignement Supérieur Recherche Scientifique	94 976 894
Eaux et Forêts	80 981 983
Communication	56 069 227
Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	13 999 524
Tourisme	11 677 939

Source: DMP

## GRAPHIQUE DES STRUCTURES RECOURANT AUX MARCHES DE GRE A GRE EN VALEUR

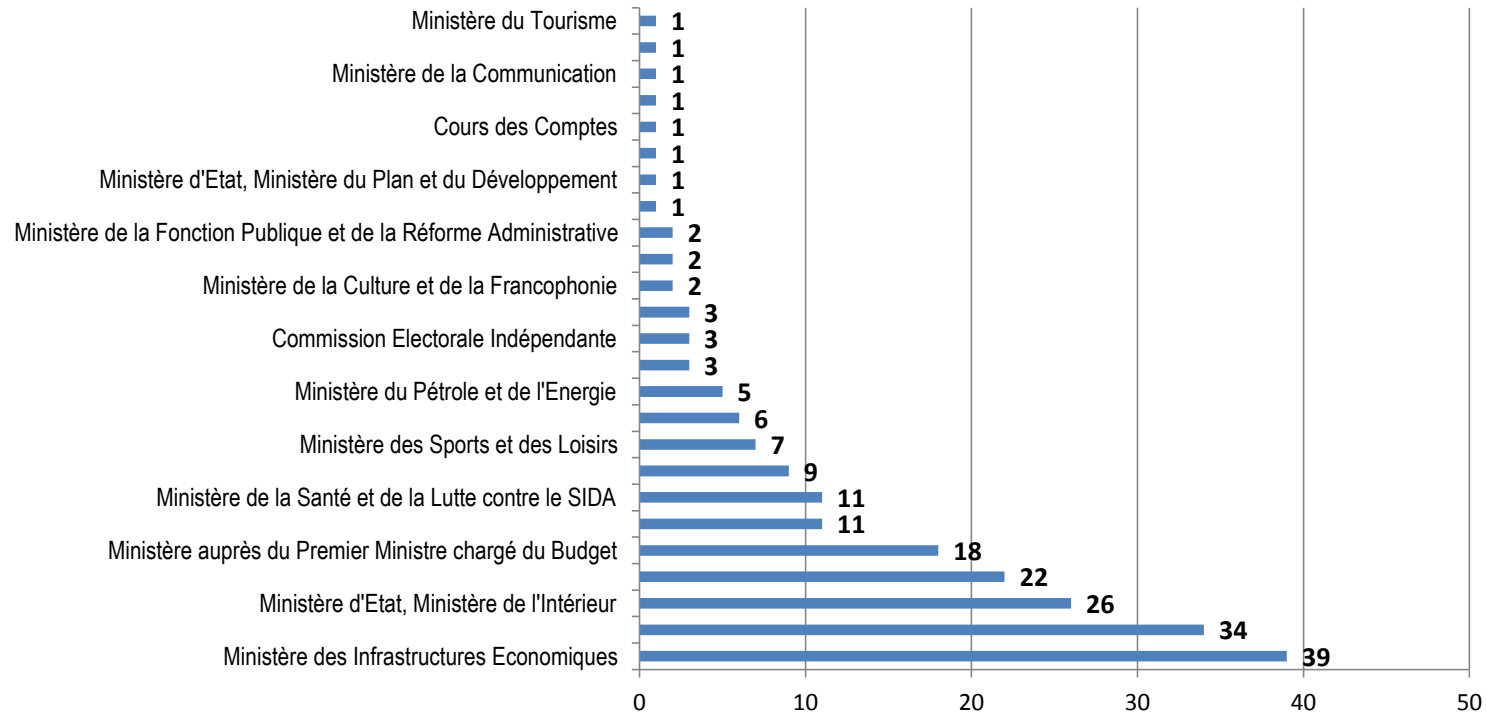


**Annexe 3** : Répartition des marchés de gré à gré par institution et ministère (en nombre)

INSTITUTION ET MINISTERES	Nombre
Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	82
Présidence de la République	46
Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable	46
Ministère des Infrastructures Economiques	39
Ministère d'état, Ministère des Affaires Etrangères	34
Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur	26
Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	22
Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget	18
Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique	11
Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA	11
Primature	9
Ministère des Sports et des Loisirs	7
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	6
Ministère du Pétrole et de l'Energie	5
Ministère de l'Agriculture	3
Commission Electorale Indépendante	3
Ministère délégué auprès du Président de la République, chargé de la Défense	3
Ministère de la Culture et de la Francophonie	2
Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle	2
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative	2
Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques	1
Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement	1
Ministère des Postes et des Technologies de l'Information et de Communication	1
Cours des Comptes	1
Ministère des Eaux et Forêts	1
Ministère de la Communication	1
Ministère délégué auprès du Président de la République, chargé de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	1
Ministère du Tourisme	1

Source: DMP

### GRAPHIQUE DES INSTITUTIONS ET MINISTERES RECOURANT AUX MARCHES DE GRE A GRE EN NOMBRE





## ANNEXE 4 - ETAT COMPARATIF DES DELAIS (les opérations de janvier à décembre 2015)

Institutions/Ministères	Préparation				Publicité	Ouverture, attribution et approbation										Délai moyen de passage	Nombre de marchés traités
	Examen des DAO par la DMP	En cas de rejet du DAO, retour du dossier à la DMP après prise en compte des corrections	Vailation définitive du DAO	Délai moyen traitement DAO (entrée - sortie)	Délai moyen de publication ou programmation	Délai moyen travaux COJO	Délai moyen demande ANO	Délai moyen traitement ANO DMP	Notification attribution et invitation à signer le projet de marché	Publication des résultats et délais de recours	Délai moyen signature attributaire	Délai moyen signature AC et numérotatin	Délai moyen approbation	Délai moyen entre ouverture et approbation	Notification approbation		
<b>Délai réglementaire</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>30</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>44</b>	<b>3</b>	<b>88</b>	
Commission Electorale Indépendante	2,8	18,8	5,6	22,4	24,0	10,4	15,6	9,8			18,7	21,3	6,6	77,4		123,84	10
Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	3,7	17,2	2,6	20,2	15,0	5,0	3,0	8,0			16,0	11,0	5,0	43,0		78,15	1
Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget	3,5	24,3	3,6	26,6	19,8	4,5	14,7	9,0			12,5	18,3	3,2	55,5		101,87	22
Ministère de l'Entreprenariat National, de la Promotion des PME et de l'Artisanat	3,0	7,7	2,8	11,5	15,0	45,0	1,0	1,0			20,0	21,0	4,0	87,0		113,50	1
Ministère de la Communication	2,6	12,4	1,5	12,6	30,0	10,0	7,0	12,0			19,0	80,0	6,0	129,0		171,62	1
Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	3,7	20,4	2,7	19,4	30,0	8,1	5,0	9,3			16,2	25,6	5,9	68,6		117,93	7
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative	4,5	11,5	2,0	9,0	30,0	15,5	5,0	8,5			7,5	9,0	4,0	44,5		83,50	2
Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida	5,3	15,8	2,9	18,3	18,6	9,4	21,7	8,6			8,9	22,3	5,0	65,9		102,80	25
Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant	5,1	6,3	3,3	12,7	30,0	10,0	4,0	9,0			20,0	15,0	6,0	59,0		101,71	1
Ministère de l'Agriculture	3,8	8,3	3,7	12,7	27,5	19,0	5,0	8,5			27,2	27,0	5,1	76,3		116,50	30
Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique	4,3	8,5	2,3	8,8	27,9	39,0	4,5	6,1			6,3	27,0	5,4	81,8		118,50	36
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	3,5	17,5	2,6	19,4	27,5	2,3	7,3	11,7			15,5	31,9	4,3	64,3		111,23	12
Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable	3,9	13,3	4,0	18,5	23,6	10,7	14,2	8,2			26,7	33,4	4,9	90,8		132,85	21
Ministère de l'Industrie et des Mines	3,8	10,4	2,4	13,8	20,0	4,7	9,5	7,5			16,7	17,0	3,3	48,7		82,47	3
Ministère délégué auprès du Président de la République chargé de la Défense	4,6	5,6	2,3	10,9	28,7	5,9	10,5	7,9			10,6	16,0	5,8	51,7		91,32	23
Ministère des Eaux et Forêts	3,9	9,5	2,6	14,0	30,0	6,0	46,0	7,0			1,0	16,0	3,0	74,0		118,00	1
Ministère des Infrastructures Economiques	3,4	10,5	2,5	11,9	22,6	21,0	14,5	10,1			15,8	51,9	4,6	112,8		147,26	93
Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle	3,8	11,8	3,4	15,5	21,0	5,2	19,2	13,8			17,0	63,4	3,8	117,8		154,26	5
Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	5,4	8,1	4,0	14,8	18,8	4,8	14,0	57,5			-39,5	74,8	5,0	112,5		146,00	4
Ministère du Tourisme	4,5	37,8	2,8	43,0	30,0	6,0					15,0	17,0	3,0	50,0		123,00	1
Présidence de la République	3,0	11,0	1,8	8,3	18,5	9,8	15,7	11,3			58,4	54,5	5,9	148,8		175,49	13
Primature	3,9	13,4	2,8	12,3	27,0	14,5	24,2	7,5			35,9	36,7	3,8	87,3		126,60	15
Secretariat General du Gouvernement	3,2	7,8	1,7	7,8	21,4	12,7	6,7	9,2			22,3	25,3	5,0	83,4		112,71	9
Somme total	89,1	307,4	66,0	364,3	556,8	279,4	268,2	241,5	0,0	0,0	367,6	715,4	108,6	1830,0	0,0	2751,1	
Nombre de ministère et institution	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0	23,0
Délais réglementaires (A)	5	3	3	11	30	8	3	5	3	10	3	5	7	44	3	88	
Délais moyens fin décembre 2015 (B)	3,9	13,4	2,9	15,8	24,2	12,1	11,7	10,5	0,0	0,0	16,0	31,1	4,7	79,6	0,0	119,6	
Différence (A) - (B)	1,1	-10,4	0,1	-4,8	5,8	-4,1	-8,7	-5,5	3,0	10,0	-13,0	-26,1	2,3	-35,6	3,0	-31,6	

Source: DMP

	Passation	Marchés traités
Moyenne	119,6	336
Min	78,2	
Max	175,5	

## **Annexe 5** : Situation des activités de formation et de renforcement de capacités

### **I. SEANCES DE FORMATION EN INTERNE**

<b>N° d'ordre</b>	<b>PERIODE</b>	<b>PUBLIC-CIBLE</b>	<b>THEMES</b>	<b>NOMBRE DE PARTICIPANTS</b>
1	15/01/2015	Cadres de la DMP centrale	Gestion électronique des délais de traitement des dossiers	26
2	22/01/2015	Cadres de la DMP centrale	Rentrée budgétaire et gestion des lignes à marchés	29
3	12/02/2015	Cadres nouvellement recrutés et agents d'appui	Rédaction administrative	30
4	19/03/2015	Cadres de la DMP centrale	Déconcentration et décentralisation de la fonction contrôle des marchés publics	36
5	27/03/2015	Cadres des Directions Régionales des Marchés Publics	- Bonne gouvernance des marchés publics - Instruction des procédures dérogatoires - Validation des dossiers d'appel d'offres	31
6	27/03/2015	Agents d'appui des Directions Régionales des Marchés Publics	- Essentiel des marchés publics - Rédaction administrative	22
7	02/04/2015	Cadres de la DMP centrale	Procédures d'exécution des opérations financées sur les ressources du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)	30
8	16/04/2015	Cadres de la DMP centrale	Plan d'actions de mise en œuvre de la dématérialisation dans les marchés publics pour réduire les mauvaises pratiques et lutter contre la corruption	27
9	21/05/2015	Cadres de la DMP centrale	Analyse des offres et instruction de la demande d'Avis de Non Objection dans le cadre des appels d'offres de carburant	35
10	11/06/2015	Cadres de la DMP centrale	Intérêt et procédures de réalisation du contrôle a posteriori	23

11	22/10/2015	Cadres de la DMP centrale	Procédures concurrentielles simplifiées d'exécution des dépenses en dessous des seuils de référence.	38
12	04/11/2015	Personnel de la DMP	Démonstration de l'utilisation de l'adresse électronique	49
13	05/11/2015	Cadres de la DMP centrale	Procédures et modalités de gestion des projets co-financés ou à financements extérieurs	36
14	26/11/2015	Cadres de la DMP centrale	Les outils de planification et d'évaluation des politiques sectorielles	32

## II. SEANCES DE FORMATION A L'ENDROIT DES PARTENAIRES

N° d'ordre	PERIODE	PUBLIC-CIBLE	THEMES	FINANCEMENT	NOMBRE DE PARTICIPANTS
1	25/02/2015	Entreprises membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire	Budget 2015 et opportunités d'affaires pour les PME	CCI-CI	112
2	03/03/2015	Entreprises marocaines membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie France Côte d'Ivoire	Exercice budgétaire 2015 : portefeuille d'affaires des marchés publics et opportunités pour les PME	CCIF-CI	10
3	Du 25 au 27 mars 2015	Acteurs marchés du Groupe Défis et Stratégies (GDS)	Appropriation de la Demande de propositions et montage des offres technique et financière	GDS	15
4	Du 22 au 24 juillet 2015 (1 <sup>ère</sup> session)  Du 04 au 06 août 2015 (2 <sup>ème</sup> session)	Responsables et Assistants des Cellules de passation des marchés publics des 5 ministères pilotes : - Ministère de l'Agriculture ; - Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida ; - Ministère auprès du Président de la République, chargé de la Défense ;	Renforcement des capacités du personnel des cinq Cellules pilotes de passation des marchés publics pour leur opérationnalisation	DMP	14

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de l'Education Nationale et de l'enseignement Technique ;</li> <li>- Ministère de l'enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique.</li> </ul>			
5	Du 08 au 11/09/2015	Acteurs marchés de la Commission Electorale Indépendante (CEI)	Procédures de passation et d'exécution des marchés publics	CEI	11
6	Du 13 au 14/11/2015	Acteurs marchés de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA)	Procédures de passation et d'exécution des marchés publics	ENA	06
7	Du 24 au 26 /11/2015	Acteurs marchés du Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (MINESUDD)	Procédures de passation et d'exécution des marchés publics	MINESUDD	19
8	Du 08 au 01/12/2015	Acteurs marchés de l'Agence Nationale de la Salubrité Urbaine (ANASUR)	Procédures de passation et d'exécution des marchés publics	ANASUR	18

## 1. Formation en collaboration avec l'ANRMP

N° d'ordre	PERIODE	PUBLIC-CIBLE	THEMES	FINANCEMENT	NOMBRE DE PARTICIPANTS	OBSERVATIONS
1	11/05/2015	Acteurs du secteur privé	Montage d'une offre technique et d'une offre financière	ANRMP	50	Séance organisée par l'ANRMP
2	04/08/ 2015	Entreprises membres de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI)	Appropriation du Dossier d'appel d'Offres (DAO)	CGECI	8	Formation animée en collaboration avec l'ANRMP

3	11/08/ 2015		Cautionnements et garanties dans les marchés publics		6	
4	13/08/ 2015		Montage d'une offre technique		8	
5	14/08/2015	Entreprises membres de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI)	Montage d'une offre financière	CGECI	8	RAS
6	18/08/2015		Exécution des marchés publics		10	RAS
7	22/09/2015	Acteurs et partenaires des marchés publics des Régions des Savanes, du Tchologo	Efficacité de la commande publique en région	ANRMP	120	<b>Formation couplée à la cérémonie d'inauguration des nouveaux locaux de la Direction Régionale des Marchés Publics de Korhogo</b>
8	22/09/2015	Acteurs et partenaires des marchés publics des Régions du Gbêkè et du Hambol	Efficacité de la commande publique en région	ANRMP	90	<b>Formation couplée à la cérémonie d'inauguration des nouveaux locaux de la Direction Régionale des Marchés Publics de Bouaké</b>
9	14/10/2015		Règles et principes fondamentaux des marchés publics		10	
10	21/10/2015	Entreprises membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Appropriation du dossier de consultation		09	
11	28/10/2015		Modes et procédures de passation des marchés publics		12	Formation animée en collaboration avec l'ANRMP

12	04/11/2015		Montage d'une offre technique	CCI-CI	10	
13	11/11/2015		Montage d'une offre financière		10	
14	18/11/2015	Entreprises membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Exécution d'un marché public	CCI-CI	10	Formation animée en collaboration avec l'ANRMP
15	25/11/2015		Cautionnements et garanties dans les marchés publics		9	

### III. PARTICIPATION AUX SEMINAIRES

N° d'ordre	PERIODE	ORGANISATEUR	PUBLIC-CIBLE	THEMES	NOMBRE DE PARTICIPANTS DE LA DMP
1	Du 26 au 27/02/2015	Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP)	Partenaires et des acteurs des marchés publics	Réflexions et dispositions pour une exécution efficace des marchés publics pour la gestion 2015	08
2	05/06/2015	Réseau des Spécialistes en Passation des Marchés de Côte d'Ivoire (RSPM-CI)	Partenaires et des acteurs des marchés publics	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cadre institutionnel, gouvernance et évolution des marchés publics</li> <li>- Utilisation du système et des procédures pays par les Partenaires Techniques et Financiers</li> <li>- Le Spécialiste en passation des marchés : Profil, cadre formel de formation, évolution de carrière</li> <li>- Evolution des marchés publics par l'utilisation des Technologies de l'Information</li> </ul>	16

				et de la Communication (TIC)	
3	Du 30 au 31 juillet 2015	Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP)	Députés de l'Assemblée Nationale	Sensibilisation des Députés sur les procédures de passation des marchés publics	03
4	Du 09 au 13/11/2015	Programme Pays du Renforcement des Capacités (PPRC)	Les cadres des ministères	Les outils de planification et de suivi-évaluation des politiques sectorielles	01

#### IV. APPUIS TECHNIQUES :

N° d'ordre	PERIODE	STRUCTURE BENEFICIAIRE	OBJET DE L'APPUI TECHNIQUE
1	Du 05 au 13/03/2015	Direction de la Formation, de la Documentation et de la Communication de la DGBF	Elaboration d'une Demande de Propositions pour l'organisation de sessions de formation
2	Du 12 au 13 août 2015	Ministère de la Jeunesse	Montage d'un projet de marché
3	05/10/2015	Chambre des Comptes de la Cour Suprême	Montage d'un projet de marché

## **Annexe 6:** Courriers de relance par Institution et ministère en 2015

### **JANVIER**

N°	MINISTERES/INSTITUTIONS	STRUCTURES VISEES	RELANCE	OBSERVATIONS
1	Environnement, Salubrité Urbaine et Développement Durable	Direction Générale du Centre Anti-Pollution (CIAPOL)	2	Un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres
2	Construction, Logement, Assainissement et Urbanisme	Direction Générale de l'Office National de l'Assainissement et su Drainage (ONAD)	2	Un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres
3	Infrastructures Economiques	Direction Générale de l'Office National de l'Eau Potable (ONEP)	2	R A S
		Direction Générale de l'Agence de Gestion des Routes (AGERROUTE)	2	Dont une 2ème relance
		Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1	R A S
4	Présidence	Programme Présidentiel d'Urgence (PPU)	1	
5	Solidarité, Famille, Femme et Enfant	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1	
6	Santé et lutte contre le Sida	Direction du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU)	2	
7	Construction, Logement, Assainissement et Urbanisme	Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI)	1	Deuxième courrier de relance
8	Industrie et Mines	(Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI))	1	R A S
9	Ministère d'Etat, de l'Intérieur et de la Sécurité	-	1	
10	Ministère des Infrastructures Economiques	-	1	
11	Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique	-	1	
<b>TOTAL JANVIER</b>			<b>18</b>	

### **FEVRIER**

N°	MINISTERES/INSTITUTIONS	STRUCTURES VISEES	RELANCE	OBSERVATIONS
1	Présidence	PPU	2	R A S
		PPU	1	Deuxième courrier de relance
2	Santé, lutte contre le Sida	Centre Hospitalier Universitaire de Treichville (CHU-Treichville)	2	
3	Tourisme	Direction Générale de Côte d'Ivoire Tourisme	1	
4	Transports	Port Autonome d'Abidjan (PAA)	2	Un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres
5	Construction, Logement, Assainissement et Urbanisme	Direction Générale de la Société de Gestion du Patrimoine de l'Etat (SOGEPiE)	1	R A S
6	Emploi, Affaires Sociales et Formation Professionnelle	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1	
7	Communication	Direction Générale de la Société Nouvelle de Presse et Edition (SNPECI)	1	
8	Pétrole et Energie	Direction Générale de la Société Nationale d'Opérations Pétrolières	1	
				Réaction de PETROCI, a expliqué son retard par l'attente d'informations



		de Côte d'Ivoire (PETROCI-HOLDING)		relatives à la vérification des pièces fournies par les soumissionnaires
9	Infrastructures Economiques	Direction Générale du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD)	1	R A S
10	Poste, Technologies de l'Information et de la Communication	Direction Générale de l'Agence des Services Universels de Télécommunication (ANSUT)	1	
<b>TOTAL FEVRIER</b>			<b>14</b>	

### MARS

N°	MINISTERES/INSTITUTIONS	STRUCTURES VISEES	RELANCE	OBSERVATIONS
1	Santé et lutte contre le Sida	Direction du Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS)	2	R A S
2	Agriculture	Direction Générale de la Société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T)	1	
3	Promotion de la jeunesse, des Sports et loisirs	Direction Générale de l'Office National des Sports (ONS)	2	
4	Primature	Direction Générale de l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (ADDR)	1	
5	Pétrole et Energie	Direction Générale de la Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI-HOLDING)	5	Dont un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres
6	Infrastructures Economiques	Direction Générale de l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)	1	R A S
			1	2 <sup>ème</sup> relance
7	Infrastructures Economiques	Direction Générale du Fonds d'Entretien Routier (FER)	1	R A S
8	Agriculture	Direction Générale du Conseil Café-Cacao (CCC)	1	La demande d'ANO a été transmise le lendemain de la relance. Le CCC a répondu au courrier de relance, sans motivé son retard de deux (2) jours.
9	Agriculture	Direction Générale de la Planification, Contrôle des Projets et Statistiques	2	Un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres
10	Etat, Ministère Intérieur et de la Sécurité	Direction des Affaires Financières et du Patrimoine (DAFP)	1	R A S
11	Etat, Ministère du Plan et du Développement	Programme National de Cohésion Sociale (PNCS)	1	
12	Présidence	PPU	2	
			1	3 <sup>ème</sup> relance
13	Primature	PDU	1	R A S
14	Infrastructures Economiques	Projet d'Urgence de Renaissance des Infrastructures en Côte d'Ivoire (PRICI)	2	Un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres
<b>TOTAL MARS</b>			<b>25</b>	

**Total Premier Trimestre : 57 courriers**

**AVRIL 2015**

N°	MINISTERES	STRUCTURES VISEES	NOMBRE DE RELANCE	OBSERVATIONS
1	-	CHU de Cocody	1	R.A.S
2	Etat, Plan et Développement	Direction Générale du Développement des Capacités Nationales	1	
3	Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1	
4	Ministère de la Construction, de l'assainissement et de l'Urbanisme	Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOI)	1	
5	Ministère des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication	l'Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences Radioélectriques (AIGF)	2	un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres
6	Ministère de la Communication	Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)	2	
7	Ministère du Pétrole et de l'Energie	Direction Générale de la Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI-HOLDING)	1	R.A.S
			1	Réaction de PETROCI, a expliqué son retard par l'attente d'informations relatives à la vérification des pièces fournies par les soumissionnaires
8	Ministère des Infrastructures Economiques	Direction Générale de l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)	2	R A S
			1	2 <sup>ème</sup> relance
9	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique	Université Nangui Abrogoua	1	Pas d'ANO sur cette opération, l'Université a écrit à la DMP pour le lui signifié. Après vérification, la DMP s'est rendu compte de son erreur
<b>TOTAL</b>			<b>14</b>	

**MAI 2015**

N°	MINISTERES	STRUCTURES VISEES	RELANCE	OBSERVATIONS
1	Etat, Emploi, Affaires Sociales et Formation Professionnelle	Direction de l'Institut National de la Formation Sociale (INFS)	1	R.A.S
2	Poste, Technologies et Communication	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	2	
3	Ministère des Infrastructures Economiques	Port Autonome d'Abidjan (PAA)	1	
4	Poste, Technologies et Communication	Fonds de Soutien et de Développement de la Presse (FSDP)	2	
5	Ministère de l'Industrie et des Mines	Société des Energies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES)	1	
6	Présidence de la République	Programme Présidentiel d'Urgence (PPU)	1	
7	Ministère de l'Industrie et des Mines	Direction Générale de la Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI-HOLDING)	1	
8	Ministère des Infrastructures Economiques	Direction Générale de l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)	5	
<b>TOTAL</b>			<b>14</b>	

**JUIN 2015**

N°	MINISTERES	STRUCTURES VISEES	RELANCE	OBSERVATIONS
1	Défense	Direction du Génie et des Equipements Militaires	1	R.A.S
		Direction de la Planification et des Finances	1	
2	Santé et de la Lutte contre le SIDA	Direction de la Coordination du Programme élargi de Vaccination (DCPEV)	1	
		Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA)	1	
		Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	2	
3	Ressources Animales et Halieutiques	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1	
4	Etat, Intérieur et Sécurité	Direction des Affaires Financières et du Matériel	2	
5	Industrie et Mines	Direction Générale des Mines et de la Géologie	1	
6	Solidarité, Famille, Femme et Enfant	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1	
7	Ministère des Infrastructures Economiques	Fonds d'Entretien Routier (FER)	1	
8	Ministère des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication	Projet Zone Franche de la Biotechnologie et des Technologies de l'Information et de la Communication (UEP-ZBTIC)	1	
9	Ministère des Infrastructures Economiques	Direction Générale de l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)	1	
			1	2 <sup>ème</sup> relance
			2	un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres
<b>TOTAL</b>			<b>17</b>	

**TOTAL 2<sup>ème</sup> trimestre : 45**

**JUILLET 2015**

N°	MINISTERES	STRUCTURES VISEES	RELANCE	OBSERVATIONS
1	Ministères des Infrastructures Economiques	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1	R.A.S
2	Ministère de la Solidarité, Famille, Femme et Enfant	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	2	
3	Ministères des Sports et Loisirs	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1	
4	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	Direction des Affaires Financières et du Matériel	1	2 <sup>ème</sup> relance
5	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique	Centre Régional des Œuvres Universitaires d'Abidjan (CROU-A)	3	un (1) courrier pour la relance de trois (3) appels d'offres
6	Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable	Centre Ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL)	2	un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres
7	Ministère des Infrastructures Economiques	Projet d'Urgence de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire	2	un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres

		(PRICI)		
8	Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	Société de Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat (SOGEPIC)	1	R.A.S
9	Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP)	1	
10	Ministère du Pétrole et de l'Energie	Société des Energies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES)	1	
11	Ministère de l'Agriculture	Conseil Café Cacao (CCC)	1	
12	Ministère des Infrastructures Economiques	Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)	1	
13	Ministère des Infrastructures Economiques	Office National de l'Eau Potable (ONEP)	1	
14	Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA	Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Cocody	1	
15	Ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de Communication	Agence Nationale du Service Universel des Télécommunication/TIC (ANSUT)	1	
<b>TOTAL JUILLET</b>			<b>20</b>	

#### AOÛT 2015

N°	MINISTERES	STRUCTURES VISEES	RELANCE	OBSERVATIONS
1	Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1	R.A.S
2	Ministère de la Communication	Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire (SNPCI)	1	
3	Ministère des Sports et Loisirs	Office National des Sports (ONS)	1	
4	Ministère des Infrastructures Economiques	Port Autonome d'Abidjan (PAA)	1	
5	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique	Université Félix Houphouët Boigny	1	
6	Ministère de l'Agriculture	Conseil Café Cacao (CCC)	2	un (1) courrier pour la relance de deux (2) appels d'offres
7	Ministère des Infrastructures Economiques	Office National de l'Eau Potable (ONEP)	1	2 <sup>ème</sup> relance
8	Ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de Communication	Agence Nationale du Service Universel des Télécommunication/TIC (ANSUT)	1	2 <sup>ème</sup> relance
<b>TOTAL AOÛT</b>			<b>09</b>	

#### SEPTEMBRE 2015

N°	MINISTERES	STRUCTURES VISEES	RELANCE	OBSERVATIONS
1	Ministère des Infrastructures Economiques	Direction Générale de l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)	2	R.A.S
<b>TOTAL SEPTEMBRE</b>			<b>02</b>	

**TOTAL 3<sup>ème</sup> trimestre : 31**

#### OCTOBRE 2015

N°	MINISTERES	STRUCTURES VISEES	RELANCE	OBSERVATIONS
1	Ministère de la Culture et Francophonie	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1	
2	Ministère des Infrastructures Economiques	Direction des Affaires Administratives et Financières (DAAF)	1	

3	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	Programme d'Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques (PAGDRH)	1	
4	Ministère de l'Industrie et des Mines	Direction Générale du Laboratoire National d'Essais de qualité de Météorologie et d'Analyse (LANEMA)	1	
5	Ministère des Infrastructures Economiques	Projet de Renaissance des Infrastructures en Côte d'Ivoire (PRICI)	1	
6	Ministère des Infrastructures Economiques	Direction Générale de l'Agence de Gestion des Roues (AGEROUTE)	2	
7	Ministère des Infrastructures Economiques	Direction Générale de l'Office National de l'Eau Potable (ONEP)	5	Dont un (1) courrier pour la relance de trois (3) appels d'offres
<b>TOTAL OCTOBRE</b>			<b>12</b>	

#### NOVEMBRE 2015

N°	MINISTERES	STRUCTURES VISEES	RELANCE	OBSERVATIONS
1	Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement	Programme National de Développement Communautaire	1	
2	Ministère du Pétrole et de l'Energie-	Société des Energies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES)	1	
3	Ministère de l'Environnement, de la Salubrité et du Développement Durable	Centre Ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL)	1	
4	Ministère d'Etat, Ministère de l'intérieur et de la Sécurité-	Office National de la Protection Civile (ONPC)	1	
5	Ministère des Infrastructures Economiques-	Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)	3	un (1) courrier pour la relance de trois (3) appels d'offres
<b>TOTAL NOVEMBRE</b>			<b>07</b>	

#### DECEMBRE 2015

N°	MINISTERES	STRUCTURES VISEES	RELANCE	OBSERVATIONS
	Ministère de l'Intégration Africaine et Ivoiriens de l'Extérieur	Projet de Développement Intégré du Wassoulou-Côte d'Ivoire	1	
<b>TOTAL DECEMBRE</b>			<b>01</b>	

**TOTAL 4<sup>ème</sup> trimestre : 20**

**TOTAL COURRIERS DE RELANCE EN 2015 : 153**

## **Annexe 7** : Listes des entreprises exclues en 2015

<b>N°</b>	<b>Entreprises</b>	<b>Date de la sanction</b>	<b>Date de la sanction</b>	<b>Décisions</b>	<b>Type de sanctions</b>
1	la société ROCHE IMPRIM	10 décembre 2015	09 décembre 2017	<a href="#">DECISION N°041/2015/ANRMP/CRS DU 10 DECEMBRE 2015</a>	Sanction de l'ANRMP
2	Société SEEE	14 décembre 2015	13 décembre 2017	<a href="#">ARRETE n°873/MPMB/DGBF/DMP du 14 décembre 2015</a>	Résiliation pour faute
3	Société NOURA GROUP	26 novembre 2015	25 novembre 2017	<a href="#">DECISION N°039/2015/ANRMP/CRS DU 26 NOVEMBRE 2015</a>	Sanction de l'ANRMP
4	Société AMITIE IMPRIMERIE	12 novembre 2015	11 novembre 2017	<a href="#">DECISION N°038/2015/ANRMP/CRS DU 12 NOVEMBRE 2015</a>	Sanction de l'ANRMP
5	Société ECAB-BTP SARL	20 octobre 2015	19 octobre 2017	ARRETE n°775/MPMB/DGBF/DMP du 20 OCTOBRE 2015	Résiliation pour faute
6	Société SEEE	20 octobre 2015	19 octobre 2017	ARRETE n°774/MPMB/DGBF/DMP du 20 OCTOBRE 2015	Résiliation pour faute
7	Société CONTINENTAL LOGISTICS	20 octobre 2015	19 octobre 2017	ARRETE n°773/MPMB/DGBF/DMP du 20 OCTOBRE 2015	Résiliation pour faute
8	Entreprise SICARE SARL	20 octobre 2015	19 octobre 2017	ARRETE n°772/MPMB/DGBF/DMP du 20 OCTOBRE 2015	Résiliation pour faute
9	Société CHRISTIAN & COMPAGNIE	20 octobre 2015	19 octobre 2017	ARRETE n°771/MPMB/DGBF/DMP du 20 OCTOBRE 2015	Résiliation pour faute

10	Société TYRONE BUILDING	20 octobre 2015	19 octobre 2017	ARRETE n°770/MPMB/DGBF/DMP du 20 OCTOBRE 2015	Résiliation pour faute
11	Etablissement CEMBAC	07 octobre 2015	06 octobre 2017	<a href="#">ARRETE N°0101 MIE/CAB du 07 OCTOBRE 2015</a>	Résiliation pour faute
12	Société IVOIRE DESIGN	02 Octobre 2015	01 Octobre 2017	<a href="#">ARRETE n°735/MPMB/DGBF/DMP du 02 OCTOBRE 2015</a>	Résiliation pour faute
13	Entreprise PHYTO HYGIENE	10 Septembre 2015	09 Septembre 2017	<a href="#">DECISION N°030/2015/ANRMP/CRS DU 10 SEPTEMBRE 2015</a>	Sanction de l'ANRMP
14	Société NBIG SECURITE	10 Septembre 2015	09 Septembre 2017	<a href="#">DECISION N°029/2015/ANRMP/CRS DU 10 SEPTEMBRE 2015</a>	Sanction de l'ANRMP
15	LOGISTIQUE-CONSEIL	06 Août 2015	05 Août 2017	<a href="#">DECISION N°024/2015/ANRMP/CRS DU 06 AOÛT 2015</a>	Sanction de l'ANRMP
16	DJAMERYKO SARL	06 Août 2015	05 Août 2017	<a href="#">DECISION N°023/2015/ANRMP/CRS DU 06 AOÛT 2015</a>	Sanction de l'ANRMP
17	ETABLISSEMENTS KONE VASSERY	25 juin 2015	24 juin 2017	<a href="#">ARRETE n°478/MPMB/DGBF/DMP du 25 juin 2015</a>	Résiliation pour faute
18	ENTREPRISE CSI-SHARP SARL	12 juin 2015	11 juin 2017	<a href="#">ARRETE N°058/MC/CAB/DAF du 12 juin 2015</a>	Résiliation pour faute
19	SOCIETE TTZ AFRIQUE	26 mai 2015	25 mai 2017	<a href="#">DECISION N°286 du 26 mai 2015 (LBTP)</a>	Résiliation pour faute
20	Entreprise CENTRALE COMPETENCE	05 mai 2015	04 mai 2017	<a href="#">ARRETE n°0015/MENET/CAB du 05 mai 2015</a>	Résiliation pour faute
21	Entreprise DISCOM	05 mai 2015	04 mai 2017	<a href="#">ARRETE n°0014/MENET/CAB du 05 mai 2015</a>	Résiliation pour faute

22	ENTREPRISE PHYTAGRI-SA	10 mars 2015	09 mars 2017	<a href="#">DECISION N°009/2015/ANRMP/CRS DU 10 MARS 2015</a>	Sanction de l'ANRMP
23	ENTREPRISE AGRITEC	10 mars 2015	09 mars 2017	<a href="#">DECISION N°008/2015/ANRMP/CRS DU 10 MARS 2015</a>	Sanction de l'ANRMP
24	ENTREPRISE TCAP	10 mars 2015	09 mars 2017	<a href="#">DECISION N°007/2015/ANRMP/CRS DU 10 MARS 2015</a>	Sanction de l'ANRMP
25	SEEE	16 Février 2015	15 février 2017	<a href="#">ARRETE n° 074/MPMB/DGBF/DMP du 16 février 2015</a>	Résiliation pour faute
26	BROCHOT sa	16 Février 2015	15 février 2017	<a href="#">ARRETE n° 074/MPMB/DGBF/DMP du 16 février 2015</a>	Résiliation pour faute
27	RUF COF CONFECTION	12 JANVIER 2015	11 JANVIER 2017	<a href="#">ARRETE n° 018/MPMB/DGBF/DMP du 12 janvier 2015</a>	Résiliation pour faute